



LE SYNDICALISTE

Libre et Indépendant

le journal de l'UD FO 91 - juin 2026 - n°206

SPÉCIAL

WWW.UDFO91.FR

COMITÉ DEPARTEMENTAL



RÉSOLUTION DU COMITÉ
DETERMINE EN TOUTE INDEPENDANCE
POUR LA RECONQUETE SOCIALE !

VENDREDI
12 JUIN 2026
À 8H30

MAISON DES SYNDICATS
SALLE DES CONGRES
12, PLACE DES TERRASSES DE L'AGORA

À EVRY

AU SOMMAIRE

- ✓ L'édito
- ✓ La
- Résolution
- du Comité
- Départem
- ental du 12
- juin 2026 –
- pages
- ✓ L'appel
- intersyndi
- cal du 23
- juin 2026 -
- page

EDITO



Les militants FO se sont mobilisés pour remplir la salle des congrès de la Bourse du Travail de l'Essonne. C'est un signe !

De nombreuses interventions et discussions ont permis de nourrir la Résolution votée à l'unanimité. Un apport d'amendements qui allaient dans le même sens : la volonté de se mobiliser.

L'appel du 23 juin a été salué par de nombreux militants.

Maintenant, il faut concrétiser dans les faits la mobilisation. Tous les syndicats doivent solliciter leurs militants et leurs collègues pour être au rendez-vous. Pour cela l'Union Départementale a diffusé l'appel interUD par tous les moyens. Rendons le public.

Les attaques du Gouvernement et du patronat sont trop nombreuses et importantes pour laisser faire.

Notre appel est dans la continuité de la lettre de l'URIF FO et celle de l'UD FO91 à la Préfecture de Région et du Département. Il construit la suite de la mobilisation du 95.

En attendant une amplification par un appel de plus grande ampleur, nous resterons mobilisés cet été en discutant avec nos collègues.

Partageons nos revendications, portons-les à tous nos interlocuteurs, pour obtenir satisfaction.

En 36, on a gagné nos Congés, profitons-en pour reprendre des forces pour la rentrée. Mais avant, le 23 juin doit être une réussite !

Amitiés syndicalistes,
Christophe LE COMTE
Secrétaire Général de l'UD FO 91

DETERMINEZ EN TOUTE INDEPENDANCE POUR LA RECONQUETE SOCIALE !



La CGT FO est un
syndicat et non un
parti.

120 ans après, la Charte d'Amiens a tout son sens. Se déterminer par nous-mêmes en toute indépendance. C'est dans ce cadre que notre organisation a participé aux plus grandes conquêtes ouvrières en France : la Sécurité Sociale, l'Assurance chômage, les retraites complémentaires, les congés payés... mais aussi l'élargissement des conventions collectives.

C'est pour cela que le Comité de l'UD FO 91 revendique l'élargissement de toutes les conventions collectives sur tout le territoire, même en outre-mer.

Le mouvement ouvrier a toujours su établir le rapport de force pour obtenir ses conquêtes.

Le Comité Départemental réaffirme son attachement indéfectible au syndicalisme libre et indépendant, consacré par la Charte d'Amiens et rappelle qu'aucune consigne de vote ne sera donnée lors des prochaines échéances électorales.

Le Comité engage tous les militants FO à faire campagne pour notre organisation syndicale dans

le cadre de toutes les élections professionnelles dans le secteur public comme dans le privé.

La CGT FO est un syndicat et non un parti.

Cette ferme position permet à notre organisation de combattre sans concession le fascisme, le nazisme et le stalinisme, la montée de tous les racismes, antisémitisme, islamophobie, négrophobie... et de toutes les formes de haines. Ces idéologies de rejet et de division qui s'opposent aux intérêts des travailleurs, à leur unité et à leur solidarité. Indépendance, ne veut pas dire indifférence !

Le Comité Départemental rappelle que la défense des droits collectifs, des garanties sociales et des services publics demeure au cœur de son action syndicale.

Il dénonce avec fermeté les attaques méthodiques contre le syndicalisme confédéré, orchestrées par le patronat et les pouvoirs publics, parfois cautionnées par certaines organisations syndicales. Ces attaques, dans la continuité des lois de 2008 sur la représentativité, des lois Travail de 2016 et des ordonnances de 2017, visent à criminaliser l'action syndicale et à affaiblir les droits des travailleurs.

Le Comité salue le courrier intersyndical national du 13 mai, signé par notre confédération, qui dénonce la procédure d'expulsion des organisations syndicales de leurs locaux de la Bourse du Travail à Carcassonne par le maire nouvellement élu. Il souscrit à ce qui est dénoncé dans ce courrier qui fait état

« d'une série d'actes assumée par le maire RN : suppression de subventions à la Ligue des droits de l'homme et toutes les associations qui critiquent l'extrême droite... ».

Le Comité condamne la baisse des subventions effectives de la Région, du département et la baisse des moyens de sécurité et d'entretien des locaux. Baisse des subventions, augmentation des charges, c'est un étranglement financier méthodique qui est organisé.

Le Comité Départemental fait le choix du progrès social, de la civilisation et s'oppose à la barbarie, toutes les tyrannies, dictatures et systèmes qui asservissent les peuples et qui remettent en cause les libertés individuelles et

collectives. Il exige le cessez-le-feu partout dans le monde en particulier en Ukraine, en Iran, au Liban ainsi que l'arrêt des massacres en Palestine et au Soudan...

Le Comité dénonce le fait que le gouvernement choisit d'articuler étroitement la loi de programmation militaire avec la politique d'austérité budgétaire pour priver toujours plus l'Etat de recettes sociales et fiscales, au profit des plus riches. Alors qu'il

suit la limitation de 3% appliquée aux déficits publics et imposée par l'Union Européenne, il accorde carte blanche au budget militaire. Cette politique est incompatible avec la satisfaction de nos revendications.

Par ailleurs, un projet de loi a pour objectif de mettre en place une

disposition permettant au président de la République de recourir par simple décret au déclenchement de l'état d'alerte de sécurité nationale. Ce nouveau régime d'exception ouvre la porte à la remise en cause des libertés syndicales et à de nouvelles dérogations au droit du travail.

Le Comité exige le cessez-le-feu partout dans le monde en particulier en Ukraine, en Iran, au Liban ainsi que l'arrêt des massacres en Palestine et au Soudan...

Le comité condamne la destruction progressive des services publics et la remise en cause systématique de notre modèle social issu du combat victorieux de la classe ouvrière en 1936 et 1945. Vive la République Sociale.

Le Comité estime que la place de notre confédération n'est pas dans cette conférence sociale et lui demande de la quitter. Cette instance ne fait que légitimer des politiques d'austérité que les militants de FO combattent quotidiennement sur le terrain.

Les travailleurs, les familles et les citoyens paient toujours le prix le plus lourd des conflits armés, tandis qu'une minorité continue de tirer profit des situations de guerre et des logiques de confrontation.

Le Comité refuse d'opposer la défense de la souveraineté nationale, et donc l'indépendance du pays, et la défense des intérêts, eux aussi souverains, des citoyens en matière de santé, d'éducation, de justice et de sécurité. Il réaffirme son opposition totale aux politiques d'austérité imposées par le gouvernement et soutenues par le patronat. Alors que des milliards sont dégagés pour l'armée, elle exige que les services publics et la protection sociale collective, à commencer par la Sécurité sociale, bénéficient des mêmes priorités. Les travailleurs, les travailleuses, les privés d'emploi, les jeunes et les retraités, subissent de plein fouet les conséquences de ces politiques, bien qu'ils ne soient pas responsables de la crise économique. Il est urgent de répondre à leurs revendications en matière de pouvoir d'achat et de progrès social.

Le comité condamne la destruction progressive des services publics et la remise en

cause systématique de notre modèle social issu du combat victorieux de la classe ouvrière en 1936 et 1945. Vive la République Sociale.

Le Comité soutient tous les syndicats FO de l'Essonne qui se battent pour la préservation de l'emploi public et privé, pour l'amélioration de leurs conditions de travail et pour l'augmentation générale des salaires, du point d'indice et de la revalorisation des retraites et des pensions.

Le Comité condamne également les tentatives des pouvoirs publics et du patronat de s'attaquer au 1er mai, journée internationale des solidarités et des revendications des travailleurs et des travailleuses.

Le Comité Départemental FO 91 revendique le chômage de tous les jours fériés, l'arrêt du travail du dimanche et du travail de nuit. Il salue le sacrifice personnel, familial et sanitaire des hospitaliers, policiers, pompiers, la pénitencière... dont les services sont ouverts et accessibles 365 jours sur 365 et nuit. Le Comité revendique la reconnaissance de ce sacrifice d'un point de vue salarial, de repos et de départ anticipé à la retraite. Le Comité est conscient que le premier acte pour le respect et la reconnaissance, c'est la défense de notre repos et de la philosophie des 3x8 de 1936 : 8h de travail, 8h de loisirs, 8h de repos.

Le Comité estime que la place de notre confédération n'est pas dans cette conférence sociale et lui demande de la quitter. Cette instance ne fait que légitimer des politiques d'austérité que les militants de FO combattent quotidiennement sur le terrain.



Pour toutes ces raisons, le Comité Départemental de l'UD FO de l'Essonne revendique:

- ✓ L'augmentation générale et l'indexation sur l'inflation des salaires, des retraites et pensions, et des minima sociaux, et la revalorisation du SMIC à 80 % du salaire médian.
- ✓ Le blocage immédiat des prix des carburants à 1,50 euros.
- ✓ Dans la Fonction publique la revalorisation immédiate de 10 % du point d'indice, l'indexation sur l'inflation, la refonte des grilles indiciaires, la suppression des jours de carence et le maintien à 100% en cas d'arrêt de maladie.
- ✓ L'abrogation de l'adhésion obligatoire à la PSC dans la Fonction publique d'Etat au profit du rétablissement du couplage santé et prévoyance, du libre choix de sa mutuelle et de la solidarité intergénérationnelle.
- ✓ La revalorisation en début de carrière à 120% du SMIC pour les catégories C, 140% pour les catégories B, 160% pour les catégories A.
- ✓ L'arrêt de la casse industrielle dans le secteur privé et des suppressions de postes dans la Fonction Publique (d'Etat, Hospitalière, territoriale).
- ✓ La défense du service public, des statuts dans la fonction publique et création de postes en nombre pour assurer les missions de services publics.
- ✓ Le retour de la Sécurité Sociale de 1945 et le renforcement de la MSA. L'arrêt des exonérations patronales, la fin de l'étatisation par l'arrêt de la CSG et de la compensation par la TVA.
- ✓ L'abrogation intégrale de la contre-réforme des retraites MACRON-BORNE de 2023 et le retour au plus vite à la retraite à taux plein à 60 ans avec 37,5 annuités pour tous.
- ✓ Le retour de tous les régimes spéciaux de retraite.
- ✓ La taxation des superprofits réalisés par les grands groupes et les multinationales qui profitent des crises actuelles pour accroître leurs marges. L'abandon de toute velléité de revenir sur un projet de retraite à point et/ou de l'introduction d'un système par capitalisation cassant la solidarité intergénérationnelle.
- ✓ que l'ensemble des aides publiques versées aux entreprises soient strictement conditionnées à des engagements précis en matière d'emploi, de maintien des sites, d'augmentation des salaires et d'amélioration des conditions de travail.
- ✓ L'abrogation de la loi « Asile et Immigration » de 2024.
- ✓ Le maintien de l'AME (Aide Médicale d'Etat) dans les conditions actuelles.
- ✓ Le maintien du 1er mai comme journée fériée, chômée et payée dans les conditions actuelles.
- ✓ L'abandon de toute attaque contre le droit de grève.
- ✓ Une lutte contre toutes les formes de discriminations.
- ✓ Un combat contre les politique anti-immigration et atteintes aux droits des personnes migrantes.

Le Comité invite l'ensemble de ses syndicats à organiser des réunions au sein des entreprises et des administrations. L'enjeu est de réunir les collègues afin d'analyser collectivement la situation actuelle et de bâtir un rapport de force solide, capable de s'opposer aux politiques d'austérité qui touchent tous les secteurs.

Le Comité réitère son appel à renforcer ce rapport de force syndical libre et indépendant, pour faire aboutir sans délai les revendications et obtenir le rétablissement du progrès social et fiscal.

Le Comité réaffirme son soutien total aux syndicats qui s'engagent déjà dans cette voie.

Il se félicite des mobilisations de ces dernières semaines dans la fonction publique comme dans le secteur privé contre la vie chère et les budgets de

guerre, pour les droits des salariés et l'augmentation des salaires pour la paix et la liberté.

Il invite ses syndicats et ses adhérents à poursuivre leur développement syndical et à participer à la création de nouvelles sections syndicales FO partout où c'est possible. Elle appelle ses syndicats et la confédération à tout mettre en œuvre pour la satisfaction de nos revendications.

Le Comité appelle enfin ses syndicats à faire des élections dans les CSE et dans la Fonction Publique de décembre prochain un objectif prioritaire.

Le Comité Départemental FO de l'Essonne appelle tous ses militants à participer au rassemblement le 23 juin à 18h sur la parvis de la Mairie d'Evry et la Chambre du Commerce et de l'Industrie dans le cadre de l'appel interUD :

« Contre la vie chère et les budgets de guerre, Pour la paix et l'augmentation des salaires ! »

Non au budget de guerre, de l'argent pour l'hôpital pas pour les rafales. De l'argent pour la sécu, non pour les obus.

Evry, le 12 juin 2026

Déclaration votée à l'unanimité

Le Comité réitère son appel à renforcer ce rapport de force syndical libre et indépendant, pour faire aboutir sans délai les revendications et obtenir le rétablissement du progrès social et fiscal



Appel intersyndical des organisations CGT 91, CFTD 91, FO 91, FSU 91, UNSA 91, Solidaires 91

Contre la vie chère et les budgets de guerre, Pour la paix et l'augmentation des salaires !

Face à l'explosion des prix des carburants, des factures d'énergie et des produits de première nécessité, les travailleuses et travailleurs, privé.es d'emploi et retraité.es, ainsi que leurs familles sont étranglé.es financièrement.

Nous constatons même que certains perdent de l'argent à aller travailler... ou posent des congés pour économiser le peu de carburant qui leur reste.

Cette situation scandaleuse est engendrée par les actionnaires des grands groupes pétroliers, qui spéculent sur les agressions guerrières et meurtrières. L'augmentation des prix du raffinage en est la preuve : les résultats du groupe Total Energies au 1er trimestre, qui a augmenté sa marge de 29 %, avec un résultat net de 5,4 milliards de dollars.

Les organisations syndicales signataires exigent la cessation immédiate des bombardements et des violences qui frappent les populations civiles en Ukraine, en Russie, au Liban, en Palestine, en Iran et dans toutes les régions du monde où les peuples subissent la guerre, la misère et les destructions.

C'est dans ce contexte que le gouvernement Macron, soutenu par le patronat, poursuit sa politique de financement de l'industrie de la guerre au détriment des services publics et des besoins de la population. **Des milliards pour les avions de chasse, les chars, les missiles ... mais pas un centime pour les hôpitaux, les écoles, les transports en commun, les Services Publics, le tout au détriment de notre Sécurité Sociale.**

Nous condamnons ces augmentations de budget de guerre sans fin, dont la dernière rallonge est de 50 milliards d'€.

De l'argent pour la Sécu, pas pour les obus !

Alors qu'il est urgent de mettre fin à ces politiques, de reconstruire un droit international, des organisations internationales, une diplomatie au service de la paix et du désarmement, le gouvernement veut faire payer une fois de plus aux travailleuses et aux travailleurs l'augmentation des budgets de guerre ! les actionnaires de Thales, Dassault, Naval Group se réjouissent...

Nous condamnons les discours bellicistes du gouvernement qui commencent à avoir des impacts concrets, puisque nous constatons la création de classes dit de « Défense » dans les établissements scolaires, ou encore l'Agence régionale de santé qui demande aux personnels de se préparer à la guerre ! Nous condamnons les **pôles de recrutement dédiés à la défense au sein** de France Travail.

Les organisations syndicales de l'Essonne **CGT 91, CFTD 91, FO 91, FSU 91, UNSA 91, Solidaires 91** appellent donc toutes les travailleuses et tous les travailleurs de l'Essonne à se mobiliser :

Le mardi 23 juin à 18h place des droits de l'Homme à Evry

Rassemblement et prises de parole

« Contre la vie chère et les budgets de guerre ! »

« Pour la paix et l'augmentation des salaires ! »

